REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978 — 1re CIRCONSCRIPTION DE NEVERS



Maurice GUIN

Maire-Adjoint de NEVERS

Agent de Maîtrise à EDF-GDF

Président de Caisse Mutuelle et d'œuvres sociales

Militant syndical

Membre du Bureau Fédéral du Parti Communiste Français

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Madame, Monsieur,

Je vous demande de m'accorder encore un peu d'attention à la veille du scrutin du 12 mars.

Le chômage, les bas salaires, les pensions ou retraites insuffisantes, les dépenses de soins plus ou moins bien remboursées, la hausse des prix accentuent vos difficultés et vous ne savez plus comment faire.

Ce sont là, les méfaits de la politique d'austérité de la majorité, conduite par MM. Giscard d'Estaing et Barre qui aggravent ainsi votre situation et qui vous demandent de faire de nouveaux sacrifices. (M. Barre a déclaré que vous viviez au-dessus de vos moyens).

Vous voulez que votre vie change et ne plus avoir d'inquiétude par rapport au lendemain.

Les élections du 12 mars prochain sont pour vous le moyen d'intervenir et d'agir pour qu'en effet cela change vraiment.

Et changer vraiment, c'est voter pour les communistes.

Très souvent, certains d'entre vous s'adressent à moi pour obtenir un emploi, pour faire rétablir l'électricité, ou faire cesser des mesures de saisies ou d'expulsions.

Je voudrais vous dire qu'il serait plus efficace encore de changer les conditions de votre vie et d'écarter la minorité des privilégiés qui s'enrichissent toujours plus à vos dépens, tandis que les défavorisés deviennent toujours plus pauvres.

Comment envisager la création d'emplois si on ne procède pas à la nationalisation des grandes entreprises (Thomson, ETA, Creusot-Loire, Saint Gobain-Pont à Mousson) et si on laisse les patrons libres de transférer leurs usines à l'étranger ?

A Nevers, par exemple, sans sa nationalisation, la Thomson pourrait continuer d'installer ses machines et sa production à Singapour.
Comment augmenter le SMIC à 2.400 F, les bas salaires, les pensions et comment appliquer les mesures sociales du Programme commun actualisé si on ne fait pas payer les riches, si on ne s'en prend pas au gaspillage, au gâchis, si on ne nationalise pas ou si on n'établit pas un impôt sur le capital et sur les grosses fortunes ? (La fortune déposée en Suisse par 400.000 Français des plus riches représente deux fois le coût du Programme commun bien actualisé. **De l'argent, il y en a !)**

Il faut en finir de demander des sacrifices à ceux qui n'ont rien.

Le vrai changement passe par une politique nouvelle qui défende les intérêts des plus pauvres, des travailleurs et qui leur accorde plus de liberté, plus de démocratie, plus de droits nouveaux dans l'entreprise, dans la gestion des affaires de la ville, du département, de la région ou du pays tout entier.

C'est ce que prévoient les propositions du Parti Communiste Français qui sont celles du Programme commun actualisé et qui répondent à la question : quelle politique, quel gouvernement pour que l'union l'emporte et pour que ça change.

Or, le Parti Socialiste remet en cause le Programme commun. Il renonce aux 40 heures, à la retraite à 55 ans pour les femmes, à la construction de 100.000 logements sociaux dès 1978. Il refuse la nationalisation de la sidérurgie donc de Creusot-Loire, il refuse un véritable impôt sur les grosses sociétés et il prévoit de verser 27 milliards aux entreprises.

Malgré les appels répétés, les propositions successives du Parti Communiste Français de reprendre les discussions, y compris sur la base des propositions de la C.F.D.T., François MITTERRAND et le Parti Socialiste continuent de répondre « NON » à la discussion, et à dire « on verra après le 19 mars ».

Autrement dit, votez, on verra après la politique à appliquer.

Le Parti Socialiste ne veut pas s'engager clairement, il veut garder les mains libres. Mais vous ne voulez plus revoir un gouvernement de gauche faire une politique de droite. Cela a coûté cher dans le passé.

En refusant un accord tout de suite, le Parti Socialiste laisse à la droite le seul argument qui puisse lui donner espoir.

IL FAUT DONC QUE L'ACCORD, QUE L'UNION L'EMPORTENT TOUT DE SUITE.

C'est possible, cela dépend de vous !

— Vous qui avez toujours soutenu notre politique unitaire, claire, franche.
— Vous qui voulez l'union, le changement, des ministres communistes, vous n'avez qu'un seul moyen :

VOTEZ POUR LE CANDIDAT COMMUNISTE

Pas une voix de travailleur, de jeune, de femme, pas une voix de partisan résolu de l'union ne doit lui manquer.

VOTER COMMUNISTE LE 12 MARS, c'est dire au Parti Socialiste : il faut négocier le 13, il faut parvenir à un bon accord sur :

- le programme
- la présence de ministres communistes
- assurer de bons désistements au second tour.

ABOUTIR A UN ACCORD, C'EST LA VICTOIRE ASSUREE LE 19 MARS.

Le 12 MARS : chaque voix pour le candidat communiste c'est une voix pour l'union et le changement.

Le 12 MARS : chaque voix pour le candidat communiste c'est une voix pour que l'union l'emporte, c'est une voix pour un bon programme, pour un gouvernement de gauche avec des ministres communistes.

Le 12 MARS : chaque voix pour le candidat communiste c'est une voix pour avoir un député communiste dans la Nièvre.

VOTEZ, FAITES VOTER

Maurice GUIN

MAIRE-ADJOINT DE NEVERS,
candidat du
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
POUR L'UNION et le CHANGEMENT



Remplaçante éventuelle : Paulette LAVERGNE.

Infirmière - Maire-Adjoint de LA MACHINE

vu le candidat.

C.I.A. - NEVERS